



## **Rencontre des cadres supérieurs du 14 janvier 2009 Les cadres supérieurs face à la RGPP, sujets ou citoyens ?**

A l'initiative de l'UGFF et de l'UGICT s'est tenue le 14 janvier une importante réunion des cadres dirigeants et des cadres supérieurs de la fonction publique.

A cette occasion avaient été invités, Philippe Caïla, directeur de cabinet de la fonction publique, Didier Lallement, secrétaire général du MEEDDAT, Anicet Le Pors, ancien ministre.

Le débat a été enrichi par les contributions de Liem Hoang-Ngoc, économiste, de cadres supérieurs de la fonction publique territoriale et hospitalière et deux élèves de l'ENA.

La forte participation à cette rencontre avec 120 participants a montré le fort besoin d'échanger, de débattre et de confronter sur la question majeure des politiques publiques et de leur mise en œuvre.

Le premier thème était celui de la RGPP dans la crise économique et financière.

A l'évidence, il est difficile d'en rester au constat fait lors du rapport d'étape du 3 décembre 2008 qu'on peut résumer par le slogan mis en avant: « la RGPP s'applique, on continue ! ».

La gravité de la crise montre l'importance des politiques publiques.

Notre pays peut encore prendre appui sur des services publics structurés malgré leur affaiblissement du fait des politiques libérales.

C'est là la limite des schémas du management calqué du secteur privé qu'on veut imposer à la fonction publique. Il est d'ailleurs remarquable de noter que tous les modèles étrangers qu'on nous propose avec la RGPP (Canada, Suède, Italie,...) visent toujours à réduire le champ des missions publiques et à s'attaquer aux garanties des personnels. Jamais on ne prend de référence sur des exemples étrangers de services publics allant dans le sens de leur développement !

L'autre débat a porté sur les marges de manœuvre des cadres supérieurs. Celui-ci est trop souvent mis à l'écart des processus de décisions. Et pourtant lorsque la mise en œuvre des décisions des ministres est en échec, ainsi pour la politique de la ville, on n'hésite pas à leur faire porter le chapeau.

Les cadres supérieurs sont-ils des sujets ou des citoyens? Ainsi peut-on résumer le débat intervenu.

L'UGFF et l'UGICT considèrent indispensable de redonner aux cadres supérieurs des marges de manœuvre.

S'il revient en effet aux assemblées élues et à leur exécutif de décider des orientations, s'il revient à l'administration de mettre en œuvre celles-ci dans les meilleures conditions, un des aspects décisifs est de permettre aux cadres d'avoir un rôle contributif dans l'éclairage, l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique.

**Bien des questions soulevées n'ont pu être traitées dans cette matinée, c'est pourquoi, nous souhaitons que cette rencontre débat du 14 janvier ouvre la voie à d'autres confrontations, échanges et propositions pour une fonction publique moderne, de qualité, au service des besoins de la population et du pays. Un compte-rendu de la rencontre sera prochainement publié et envoyé aux participants. Il sera aussi à la disposition de ceux qui en feront la demande à cette adresse.**